

Appel à propositions
colloque international et interdisciplinaire

**Revendications et contestations patrimoniales :
perspectives européennes**

**Ecole nationale supérieure d'architecture Paris Val-de-Seine,
Paris, les 11 -12- 13 décembre 2014**

Partant d'une définition inclusive du patrimoine – matériel, ainsi qu'immatériel (UNESCO, 1972, 2003) – ce colloque propose une réflexion sur ce qui fait patrimoine pour les acteurs dans les processus de patrimonialisation. Dans les conventions internationales, le patrimoine est doté d'un rôle social stratégique dans la création de communautés durables et de cadres de vie. En effet, les conventions européennes concernant le patrimoine culturel (Paris, 1954 ; Granada, 1985 ; Valeta, 1992 ; Faro, 2005) ont intégré le développement spatial durable dans leurs recommandations en termes de protection, conservation et mise en valeur. Dans le contexte européen de promotion de la décentralisation et de la participation des communautés à la valorisation et à la gestion de leur patrimoine, ce dernier devient enjeu et outil de la transformation des territoires. La valeur patrimoniale, dans l'optique de la convention de Faro (2005), n'est, de même, plus définie uniquement par les spécialistes, mais de manière collective par des groupes qui reconnaissent leur héritage comme source de valeur identitaire et de mémoire.

Ce colloque vise à explorer les mises en concurrence et les tensions entre mémoires officielles et légitimes et mémoires en quête de légitimation, entre mémoires historiques savantes et mémoires collectives vécues¹. Se basant sur le caractère performatif du patrimoine, il s'agira d'explorer l'objet patrimoine, non en tant que tel, mais par le biais de ses acteurs, comme problème soumis à l'action publique et à l'action collective, et donc, comme résultat d'un processus social et politique. C'est donc plus sur le processus de patrimonialisation que sur le patrimoine en lui-même que le propos portera. Recentrer le regard sur le patrimoine en tant que sujet de débat, de polémique, de contestation voire de conflit, et donc d'échanges qui le font exister, permettra de réinterroger les valeurs patrimoniales au-delà des critères normatifs, par le prisme des groupes et des individus qui participent à sa production et à ses usages. Cela permettra de saisir la pluralité de significations, de valeurs et d'enjeux dont le patrimoine est investi par ceux qui le revendiquent, tout en prenant en compte ses opposants. Il s'agira aussi de poser la patrimonialisation comme enjeu politique, en s'interrogeant sur les conflits qu'elle porte, sur ce qui s'y oppose, et sur la manière dont elle se redéfinit – et comment les mobilisations changent de contenu et de modes opératoires - à l'échelle locale et internationale à l'heure des migrations transnationales et du développement des mass-médias et des communications.

Quels sont donc les enjeux des conflits : entre *visibilisation* et *invisibilisation* de populations, qualification ou disqualification d'espaces, ajustements et révisions de récits historiques et de paradigmes identitaires... ? En effet, la question de la reconnaissance², et de la prise en compte de populations exclues des récits historiques dominants qui les *invisibilisent*, ne questionnent pas uniquement les définitions normatives – nationales et internationales – du patrimoine, mais elles vont jusqu'à remettre en cause certaines constructions historiques et certains codes de représentations fondateurs des États-nations.

Pour cette raison, le colloque vise à ouvrir le débat au-delà des spécialistes du patrimoine et à interpellier la communauté scientifique sur l'évolution épistémologique du patrimoine dans ce contexte de décentralisation et de participation élargie à sa production. Il vise à cerner des tendances à l'œuvre

¹ Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 (1950).

² Nancy Fraser, « Social Justice in the Age of Identity Politics: Redistribution, Recognition, and Participation » in Larry Ray, Andrew Sayer, *Culture and Economy after the Cultural Turn*, Sage, 1999.

dans la production et les dynamiques des espaces urbains et des territoires auxquelles contribue la patrimonialisation institutionnelle, et surtout à cerner de nouvelles manières de définir le patrimoine, de construire des identités ou (re)constituer des mémoires. Il vise également à appréhender les constructions de sens qui mobilisent de nouvelles populations et de nouveaux entrepreneurs de mémoire et de patrimoine, ainsi que les manières dont les espaces et les lieux sont donnés à voir suite à ces interventions.

La réflexion sur l'élargissement du champ des acteurs impliqués est également indissociable d'une réflexion sur l'articulation des échelles du patrimoine, entre les définitions normatives supranationales, et les négociations et adaptations dans des contextes nationaux et locaux. Cette approche par les échelles du patrimoine permet d'appréhender les réseaux d'acteurs et leurs rapports aux institutions et aux politiques publiques, entre les enjeux plus locaux et plus globaux. Il s'agira notamment de mettre en lumière ce que les injonctions, les politiques et les programmes nationaux et européens faisant appel au patrimoine (pour promouvoir la diversité culturelle, la participation de la société civile, pour lutter contre les stéréotypes et la discrimination...) engendrent au niveau local ou trans-local en terme de création de réseaux d'acteurs émergents, de nouvelles visions et pratiques du patrimoine.

Faisant suite à un cycle de rencontres tenues en France et à l'étranger depuis trois ans et ayant trait à la France, la Roumanie et la Turquie³, ce colloque entend s'inscrire dans une perspective comparative plus large à l'échelle de l'Europe et de ses frontières. Cinq axes thématiques seront privilégiés, avec, comme fil rouge, l'étude des revendications et contradictions liés au processus de patrimonialisation.

Conceptions patrimoniales et pluralisme (acteurs, sens et pratiques)

Quels sont les conflits, les décalages, les évolutions, mais aussi les influences entre les différents acteurs en présence, postulant que ceux-ci peuvent être portés par des conceptions patrimoniales divergentes, voire parfois contraires ? Ces conceptions différenciées pouvant être successives ou bien simultanées, il s'agira, ici, d'appréhender la complexité du patrimoine en tant que monde social, en privilégiant une entrée par les acteurs, le sens qu'ils confèrent au patrimoine, à leurs imaginaires, pratiques et actions, et ce à différentes échelles. Une attention particulière sera portée aux interactions, entre acteurs institutionnels du patrimoine et acteurs ordinaires. Il ne s'agira pas de poser ces deux catégories de façon dichotomique et monolithique mais : de saisir les imbrications et distorsions entre normes internationales et constructions locales des institutions ; de voir les porosités et de s'interroger sur l'intégration d'une pluralité d'acteurs et de conceptions dans les actions de patrimonialisation, de quelle façon et avec quelles limites ; d'interroger les légitimités des individus et des groupes sociaux, notamment des minorités. L'éventuelle reconnaissance du patrimoine de ces dernières induit-elle pour autant un partage du sens ? Et, qui sont les passeurs entre ces différents acteurs ? A ce titre, les acteurs émergents, leur rôle en tant qu'intermédiaires, la façon dont ils diffusent aussi leurs propres représentations patrimoniales, seront une catégorie d'analyse porteuse. Au-delà, on s'attachera aussi à voir comment ils peuvent être acteurs d'une patrimonialisation alternative, aux marges de l'institution patrimoniale.

Droit à la ville et processus de patrimonialisation

Le patrimoine comme symbole de l'intérêt général soumis à l'action collective pose problème, pouvant aviver les tensions autant qu'être instrumentalisé à des fins mémorielles « contestables », ou autres que mémorielles. Il peut également facilement devenir le support de luttes pour l'appropriation de l'espace, que l'on peut saisir à partir de la notion de « Droit à la ville » formulée par Henri Lefebvre dans les années 1960⁴. Questionner la patrimonialisation à partir du « Droit à la ville » revient, ainsi, à la poser en termes politiques, sous l'angle des conflits et des antagonismes pouvant exister entre groupes dominés et groupes dominants. Ceci revient également à la poser en termes d'acteurs tout comme de construction territoriale : quels sont les intérêts des acteurs en jeu et quelles sont leurs

³ Une rencontre s'est déroulée en juin 2011 à la MSH Paris Nord, une en décembre 2011 à l'ENSA Paris Val-de-Seine, une en novembre 2012 à New Europe College à Bucarest en Roumanie et une en octobre 2013 à l'ENSA de Marseille.

⁴ Henri Lefebvre, *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.

motivations, au-delà d'un prétendu « consensus » ? Ceci pose la question des usages sociaux du patrimoine, mais aussi de son usage dans les politiques touchant le cadre de vie de populations plus ou moins légitimées. Parler de droit à la patrimonialisation revient également à questionner la participation et l'information, mais aussi l'accès au patrimoine. Quelle est la place effective dévolue à la participation dans les processus de mise en patrimoine ? Enfin, si le droit à la ville, dans son acception première est également un droit à la centralité urbaine, à l'appropriation de ses symboles et de ses fonctions, qu'en est-il des populations et des groupes occupant un territoire ciblé par un processus de patrimonialisation aboutissant à des reconfigurations urbaines et de peuplement ? En somme, il s'agira dans cet axe, de questionner, à travers ce thème, le patrimoine en tant qu'œuvre collective, appropriation et « valeur d'usage », de manière à mettre en débat un droit au patrimoine différencié mais encore à conquérir.

« Empêchements » mémoriels et patrimoniaux et leurs acteurs

Face à l'injonction au « devoir de mémoire » et à l'inflation toujours plus grande des objets patrimoniaux, il importe de questionner non seulement ce qui passe dans ces processus, mais surtout « ce qui ne passe pas » pour parler comme H. Rouso⁵. Cela, au double sens de ce qui ne trouve pas de relais – ne peut se transmettre – et ce qui est encore non audible ou valorisable – ce qui est intransmissible. L'enjeu est, ici, d'examiner les « empêchements » et les manipulations explicites ou implicites dans les étapes du processus patrimonial, non pas les usages mais les mésusages de la mémoire et du patrimoine. Il s'agira, donc, de s'intéresser de manière privilégiée aux dénis, aux obstacles, aux résistances, aux formes d'oublis, aux configurations ambiguës qui révèlent des significations divergentes, des valeurs alternatives, des impensés à la suite des travaux de M. Pollak⁶. Nous chercherons à voir comment ils traversent, travaillent, oblitèrent les rapports sociaux au sein d'une même société, voire entre plusieurs contextes. Le regard portera autant sur les degrés et les modes de formalisations que les cadres, les médiations et les prises en charge collectives en renversant la dialectique légitime/illégitime, officiel/souterrain pour se placer du côté des hors-champ, des mémoires émergentes ou/et blessées. Ce faisant, ce sont les conditions mêmes de l'accès au « conservatoire de l'espace »⁷ et à la sphère publique qui seront mises en avant. Cela, afin de montrer en quoi le patrimoine et les mémoires qui lui sont attachées sont construits par les acteurs impliqués comme des ressources, des opérateurs de valorisation ou de dévalorisation.

Entrée des migrants dans le champ patrimonial et enjeux de territorialité

La construction patrimoniale est généralement basée sur la territorialité, notamment en France où le patrimoine ancré dans le local, basé sur le travail des associations, constitue depuis les années 1980 l'alternative décentralisée au patrimoine national⁸. Mais comment cette fabrique patrimoniale peut-elle composer avec les mobilités, les migrations, les délocalisations des populations ? En effet, pour les populations vues comme manquant d'attache à cause de leur(s) déplacement(s) anciens ou récents, l'absence d'ancrage territorial sur le temps long pose problème lorsqu'il s'agit d'une construction patrimoniale par la territorialité. Toutefois l'investissement dans des activités patrimoniales constitue souvent une filière d'intégration sociale pour des nouveaux arrivants⁹, voire une ressource culturelle ou de développement économique local¹⁰.

Nous proposons ainsi d'interroger le rapport de la patrimonialisation aux territoires dans d'autres contextes européens, ainsi que des pratiques émergentes, en France et ailleurs, qui font entrer dans une construction patrimoniale des « immigrés », des « étrangers », des « déplacés », des individus attachés du point de vue mémoriel ou affectif à plusieurs lieux, voire à un entre-deux, entre plusieurs territoires et plusieurs pays. En prenant comme base de réflexion le caractère performatif du patrimoine, nous

⁵ Henri Rouso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994

⁶ Michel Pollak, « Mémoire, oubli, silence » in *Une identité blessée*, Paris, Métailié, 1993

⁷ Vincent Veschambre, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Presses Universitaires de Rennes, 2008

⁸ Hervé Glevarez, Guy Saez, 2002. *Le Patrimoine saisi par les associations*, Paris, La Documentation française, 2002.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Xavier Greffe, « Le patrimoine comme ressource pour la ville », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°86, 2000, pp.29-38.

proposons d'interroger le rôle des manifestations, dans l'espace public, des expressions immatérielles (représentations, mémoires, pratiques) dans la formulation de revendications patrimoniales, de la part d'acteurs trans-nationaux, trans-locaux, migrants... Nous proposons donc de nous focaliser sur les acteurs de ces événements, ainsi que sur les enjeux qu'ils formulent en termes de préservation avec une visée patrimoniale, de reconnaissance, etc. L'importance des médias qui contribuent à cette transmission (enregistrements, images, etc.) ainsi que les espaces de ces manifestations (dans les institutions culturelles et muséales ou *hors les murs*) pourraient contribuer à l'analyse de ces pratiques émergentes.

Enfin comment des manifestations faisant entrer dans le champ patrimonial ces acteurs « déracinés » donnent à voir leurs expériences du mouvement et de la délocalisation et comment donnent-elles à voir l'espace de ces expériences ? Quels rapports et quelles tensions s'instaurent avec les autres images, récits et qualifications identitaires des territoires ? Comment, enfin, les manières dont ces populations se donnent ou sont données à voir contribuent-elles à (ré)questionner les représentations dominantes sur ce qui fait patrimoine et sur le rapport du patrimoine aux territoires ?

Constructions et revendications patrimoniales à l'heure du web 2.0

Cette thématique se propose de questionner les conflits patrimoniaux qui émergent dans notre monde de surinformation, de vitesse et d'hégémonie des réseaux permettant aux groupes sociaux de mobiliser en quelques heures des habitants de cinq continents pour condamner une menace qui pèserait sur un territoire ou une société susceptibles d'être protégés un jour. Quels sont les acteurs en jeu, du local au global ; quelles sont leurs motivations et leurs moyens d'action ; comment arrivent-ils à trouver un langage et des moyens d'action communs au-delà des savoirs, valeurs et pratiques spécifiques à chaque contexte national ; quelle prise en compte et/ou instrumentalisation de ces mobilisations internationales de la part des pouvoirs en place ; et enfin, quelles nouvelles légitimités et compétences pour ces acteurs locaux émergents qui se retrouvent propulsés sur le devant de la scène ?

En effet, l'expérience montre que la création patrimoniale se retrouve souvent instrumentalisée, aussi bien dans la construction identitaire - à l'échelle micro mais aussi macro territoriale -, que dans la revendication d'une labélisation garante de durabilité, de rentabilité et d'attractivité, voire dans le combat pour une plus grande justice sociale et équité territoriale. C'est cette instrumentalisation du patrimoine ou des « sites candidats à la patrimonialisation », comme d'ailleurs leurs acteurs et leurs mobiles, qui nous interrogent ici et qu'il faudrait analyser en termes de jeu d'échelles, de savoirs et de pouvoirs, d'hybridation des normes et des valeurs, de montées en compétence. La mise en patrimoine, les constructions de sens et les reconstructions de la mémoire sont-elles plus efficaces grâce à une communication tous azimuts ? Quels sont les risques des constructions patrimoniales de toutes pièces et à toute vitesse grâce aux nouvelles technologies numériques ? Et comment s'empare l'espace public virtuel d'un objet dont les tenants et les aboutissants ne cessent pas d'évoluer entraînant dans ce mouvement espaces et sociétés de plus en plus divers.

Conditions de soumission :

Les propositions, sous forme de résumés devront parvenir **avant le 31 mai 2014**.

Elles devront être envoyées à l'adresse suivante :

patrimoineenconflits@gmail.com

Ces résumés des communications, rédigés en français ou anglais, ne devront pas excéder 2000 signes (350 mots). Les auteurs seront également invités à fournir une brève bio-bibliographie, ainsi qu'une liste de mots clés (5 maximum).

Les propositions prendront la forme de communications scientifiques, en anglais ou en français (études de cas, monographie, comparaison, etc.), mais aussi de retour sur expériences de professionnels et d'acteurs du patrimoine : des tables rondes à la fin de chaque session du colloque pourront confronter ces retours sur expérience, suivies de débats avec la salle.

Comité d'organisation :

Céline BARRERE, MA en socio-anthropologie, ENSAP Lille, LAVUE.

Grégory BUSQUET, MCF en sociologie urbaine, U. Paris Ouest Nanterre-La Défense, LAVUE

Adriana DIACONU, MCF en urbanisme, Institut d'urbanisme de Grenoble, UPMF, PACTE

Muriel GIRARD, MA en sciences humaines et sociales, ENSA Marseille, INAMA.

Ioana IOSA, MA en sciences humaines et sociales, ENSA Paris-La Villette, LAVUE.

Comité Scientifique :

Bianca BOTEACOUCLAUD, MCF en anthropologie, Université Lyon 2 Louis Lumière, CREA

Saskia COUSIN, MCF en anthropologie, U. Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IREST/EIREST, Membre de l'Institut Universitaire de France

Alessia DE BIASE, MA en sciences humaines et sociales, ENSA Paris La Villette, LAVUE

Sophie DIDIER, MCF en géographie, U. Paris 13, LAVUE.

Maria GRAVARI-BARBAS, Pr. en géographie, U. Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IREST/EIREST, Chaire UNESCO « Culture, Tourisme, Développement »

Bernard HAUMONT, Pr. en sociologie, ENSA Paris Val-de-Seine, LAVUE.

Claire LEVY-VROELANT, Pr. en sociologie, U. Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, LAVUE.

Anne RAULIN, Pr. en sociologie, U. Paris Ouest Nanterre-La Défense, Sophiapol et IIAC

Michel RAUTENBERG, Pr. en sociologie, U. Jean Monnet, Saint-Etienne, Centre Max Weber.

Clémence SCALBERT-YÜCEL, Senior Lecturer in *Ethnopolitics*, Université d'Exeter, Institute of Arab and Islamic Studies

Ioana SZEMAN, Senior lecturer en *Performance Studies*, Université de Roehampton, Londres

Vincent VESCHAMBRE, Pr. en sciences humaines et sociales, ENSA Lyon, EVS.

**Call for Papers
International Conference**

**Claims and Contestations in Urban Cultural Heritage
European Perspectives**

**Ecole nationale supérieure d'architecture Paris Val-de-Seine,
Paris, 11th -12th- 13th December 2014**

Based on an inclusive definition of cultural heritage – both tangible and intangible (UNESCO, 1972, 2003) –, this conference proposes to investigate how the stakeholders involved in the processes of heritage making define and give meanings to heritage. International conventions give a strategic social role to heritage: to create sustainable communities and living environments. The European Framework Conventions on Cultural Heritage (Paris 1954, Granada 1985, Valeta 1992, Faro 2005) have integrated sustainable spatial development in their recommendations with regard to the protection, conservation and valorisation of heritage. In a European context that promotes decentralization and community participation, the making and management of cultural heritage become both concerns and efficient means of the transformation of territories. Moreover, according to Faro international convention (Faro 2005), the ability to define heritage value is no longer restricted to specialists. It extends to groups who recognize their heritage as a resource for constructing identity and collective memory.

This conference aims to explore the tensions, challenges, and alternatives on the one hand between official and legitimate memories and emerging memories in search of legitimization, and on the other hand between scholarly historical memories and lived collective memories¹. Taking into account the performative character of cultural heritage, the conference seeks to explore the social and political processes that engender heritage, to question how heritage is produced by its stakeholders, and to analyse heritage as a stake in collective action and public policy. We aim to reverse the perspective on cultural heritage and consider it as a topic of debate, controversy, argument, and even conflict - all of which bring heritage into being. Thereby, we seek to re-examine cultural heritage and its underlying values, representations, and discourses, beyond normative criteria, by taking into account individual and collective producers and users of heritage. Hence, multiple meanings, values and stakes of both the proponents and opponents of heritage objects could be revealed.

We seek to investigate the stakes behind those tensions: making social groups visible or invisible; assigning value to or discrediting urban spaces; adjusting or revising hegemonic historical narratives, and identity frameworks; etc. The issue of recognition² and the role of populations excluded from dominant historical narratives challenge not only normative practices, codes, and representations around cultural heritage, but equally question historical constructions and founding myths of nation-states. Therefore, the conference aims to open up the discussion beyond the field of heritage experts and to involve a wider academic community, by questioning recent cultural heritage epistemological frameworks in the aforementioned context of decentralization and promotion of participation. One of the goals of the conference is to shed light on the contemporary production and dynamics of urban spaces and territories that include both consensual and emerging ways of defining heritage, building identities, and making memory.

The analysis of the expanding range of actors involved in these processes is inextricably linked with the examination of the different geographic and socio-political levels of heritage-making: from

¹ Maurice Halbwachs, *On Collective Memory*, University Of Chicago Press, 1992, (1950)

² Nancy Fraser, « Social Justice in the Age of Identity Politics: Redistribution, Recognition, and Participation » in Larry Ray, Andrew Sayer, *Culture and Economy after the Cultural Turn*, Sage, 1999

normative supranational frameworks to national and local negotiations and adaptations. Such an approach focuses on the networks of actors in relation to institutions and public policies. The focus of the conference will be on the role of national and European injunctions, recommendations, and policies on heritage (for example seeking to promote and enhance cultural diversity and civil society initiatives against exclusion and stereotypes) in the emergence of new actors, the creation of alternative visions and practices of cultural heritage, both at local and trans-local levels.

Following a series of international seminars, held in France and abroad over the last three years, and focused on France, Romania and Turkey³, this conference intends to broaden the comparative perspective to Europe and its borders. Five main themes will be highlighted, all tackling the analysis of claims and contestations in processes of heritage making.

Heritage conceptions and pluralism (actors, meanings, and practices)

Assuming that actors of heritage making lean on divergent conceptions - sometimes complementary, sometimes contrary - of cultural heritage, what kind of conflicts, evolutions, discrepancies, or influences can be observed? The divergent conceptions being successive or simultaneous, synchronic or diachronic, this theme will focus on the construction of categories and on their connoted and denoted meanings. This shall make possible a better understanding of the complexity of the social world of cultural heritage in which stakeholders, at different levels, develop different meanings, imaginaries, practices, and practices. A particular attention will be paid to the interactions between institutional and grassroots actors, without opposing monolithically these two categories. On the contrary, the aim is to grasp the distortions and intricacies between international norms and standards on the one hand, and local particularities on the other hand. It is also to consider the extent and limits to the actual integration of a plurality of actors and meanings in the process of heritage making. The emphasis is therefore on the legitimacy of individuals and social groups, including minorities. Does the recognition of minorities' heritage really produce a shared meaning and imaginary? Who are their go-betweens or their spokespersons, if any?

In this respect, proposals should focus on emerging actors, on their role as intermediaries and on the ways they publicize their heritage objects, definitions, and imaginaries. In addition, proposals may deal with alternative frameworks to heritage making, located on the margins of institutions.

Right to the City and heritage processes

Heritage - as a symbol of a general interest subject to collective action - can increase tensions and be manipulated for questionable memory or non-memory purposes. It can also easily become the crux of struggles for the appropriation of space - struggles which can be addressed through the concept of "The Right to the city" coined by Henri Lefebvre in the 1960's⁴. Questioning cultural heritage through the "Right to the city" means questioning it in political terms and focusing on conflicts and antagonisms between subordinate and dominant groups. The question of stakeholders and spatial production remains central: beyond a surface consensus, what are the stakeholders' actual interests, motivations, and claims? What are the social uses of cultural heritage? How is it used in policies impacting the living environment of more or less legitimated populations? Talking of a "right to heritage" questions participatory processes, information, and access to heritage. In consequence, what is the role assigned to participation in heritage production?

Finally, if the "Right to the city", according to its first meaning, is also a right to urban centrality and to the appropriation of its functions and symbols, what is to become of the individuals and groups living in spaces subject to heritagization, leading to urban and social change?

To sum up, this theme will question heritage as a collective production and a collective work, implying collective appropriation, and based on "use value"; this, in order to discuss a differentiated right to heritage, yet to be conquered.

³ The seminars were held in June 2011 at the MSH Paris Nord (France), in December 2011 at the ENSA Paris Val-de-Seine (France) and in November 2012 at the New European College in Bucharest (Romania) and, finally, in October 2013 at the ENSA of Marseille (France)

⁴ Henri Lefebvre, *The Right of to the City, in Writing on Cities*, Wiley-Blackwell, 1996 (1968)

Memory impediments and heritage obliteration

Faced with the summon and “duty to remember” and the ever-increasing inflation of heritage objects, it is important to address not only what passes in these processes, but also “what does not pass”⁵. This is to be understood in two ways: what is not conveyed (cannot be transmitted) and what is still inaudible, unutterable, or still irretrievable (cannot be transferred). The challenge here is to review the explicit or implicit impediments, obliterations, and manipulations following the construction of the nation-states, as well as the historicity of heritage production. We will not deal with the uses but with the misuses of memory and heritage. Denials, obstacles, manipulations, and the many logics of forgetting and resistances to oblivion: all reveal ambiguous conceptions of heritage and memory, alternative values, and what lays “unthought-of”⁶. We will shed light on how they cross, influence or obliterate social relations, both within a specific society and across different contexts. Thus, hegemonic policies and narratives and counter-hegemonic narratives and initiatives will be questioned simultaneously. What are their degrees, modes of formalization, and frames? Who are their mediators and supporters? How are they publicized? Through what media and narratives – oral history, literature, places, etc. –? How does this reverse the categories and stigmas, such as legitimate / illegitimate, official/underground, consensual/disputed? Our concern is to deliberately look for this off-side of heritage and memory, in the margins of the contemporary city and society, expressing its tensions, contradictions, paradoxes, and uncertainties. In so doing, it is the very conditions of access to the “conservatory of space”⁷ and to the public sphere that will be highlighted, in order to show how heritage and its memories are constructed by the actors as a specific resource used in strategies of recognition and identity construction.

Cultural heritage, claims of migrants and issues of territoriality

Heritage making is often linked with territorial definitions, as for example in France, where, since the 1980s, local heritage based on the work of non-governmental organisations has become the decentralised alternative to national heritage. But how can this definition take into account the mobility, the migrations, and the displacement of people? Within this territorialised conception of heritage-making, the lack of a long lasting bond between moving populations and a specific territory is seen as problematic. However, involvement in heritage initiatives has proved to be a means of social integration for newcomers⁸, as well as a cultural resource or a factor of local economic development⁹. We propose to analyse the relationship between cultural heritage and places in different European contexts and to question emergent practices, in Europe at large, that involve “immigrants”, “foreigners”, or “displaced people” who are emotionally attached to multiple places, and whose memory belongs to several territories and/or countries. Considering the performative nature of heritage, we propose to investigate the role of public cultural manifestations (representations, memories, performance practices, etc.) of individuals and groups (be they trans-local, trans-national, or migrants) in building heritage claims. Therefore, we will focus on the stakeholders and the actors of these events and initiatives as well as their demands regarding recognition and preservation. We are equally interested in the places and spaces where these events take place (within cultural institutions or outside) and in the role of media (recordings, social media, etc.) in their dissemination. Finally, we want to examine how these events may shed light on the experience of movement or displacement of new heritage stakeholders and on the spaces that span these experiences. What relations and tensions might result out of the encounter between these new representations and other locally produced images

⁵ The expression is Rousso's. Henri Rousso, *The Vichy Syndrome: History and Memory in France since 1944*, Harvard University Press, 1994

⁶ The expression is coined by Pollak. Michel Pollak, « Mémoire, oubli, silence » in *Une identité blessée*, Paris, Métailié, 1993

⁷ Vincent Veschambre, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Presses Universitaires de Rennes, 2008

⁸ Hervé Glevarec, Guy Saez, 2002. *Le Patrimoine saisi par les associations*, Paris, La Documentation française, 2002

⁹ Xavier Greffe, « Le patrimoine comme ressource pour la ville », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°86, 2000, pp.29-38

and narratives? How do these populations' heritage claims question dominant territory-based representations and definitions of cultural heritage?

Heritage claims and heritage construction in the digital era

This theme questions the conflicts emerging in a world of over-information, increasing speed and multiple networks. People worldwide can be mobilized within hours in order to condemn a perceived threat to a place or a society likely to be protected someday. Who are the stakeholders involved, from the more local to the more global? What are their motivations and means of action? How do they find a common language and means of action across knowledge, values and practices specific to each national context? How do official institutions and powers consider and/or manipulate these international initiatives? What new legitimacies and capabilities, born with these emerging local and trans-local actors, are put forward?

Indeed recent experiments tend to prove that heritage making is often manipulated or exploited: in the construction of identity – at a micro level, but also at a more macro scale –, in the branding process related to the themes of sustainability, profitability and attractiveness, and even in the claims for greater social justice and spatial equity. Thus the focus is put on this manipulation of cultural heritage and prospective heritage places and sites, on their stakeholders and their motives. It will be addressed in terms of scales, knowledge, power relationships, production of alternative norms and values, and increased capabilities. Are heritage production, the shaping of meanings and reshaping of memory more effective through these multi-layered communication means and strategies? What help or hindrance are digital technologies and applications? What risks are they to heritage processes related to such a high speed? And, finally, how does the virtual public sphere cope with an object and a subject that do not cease to evolve, because fundamentally linked to increasingly diverse and moving societies and spaces?

Conditions of Submission:

Proposals must be submitted before **May 31st 2014**.

Submission is to be made exclusively to the following address:

patrimoineenconflits@gmail.com

Abstracts, written in French or in English, should not exceed 2000 characters (350 words maximum). They should be submitted along a brief bio- bibliography (name, address, current position and institutional affiliation, research themes and main publications) and a list of keywords (maximum 5).

Proposals, in French or English, can be of two kinds: academic papers related to recent researches or/and “testimonies” based on field experience, heritage production initiatives coming from cultural professionals or NGO representatives. An open panel, at the end of each session of the conference will host these professional testimonies and discuss them with the attendees and the general audience.